

"LEVER DU JOUR" ou CREPUSCULE DES BUREAUCRATES

Le mal que répandait la terreur, le stalinisme pour l'appeler par son nom, est en train d'abandonner le grand corps malade du Parti communiste français. Bientôt les honnêtes gens pourront s'approcher du convalescent, lui parler et même faire des affaires avec lui. La victoire sur sa maladie en a fait « un parti comme les autres ».

Le professeur Maurice Duverger pose son stéthoscope et lance un pronostic optimiste à la famille inquiète de la gauche respectueuse.

Son article du *Nouvel Observateur*, « le jour se lève », est ainsi résumé par René Andrieu dans *l'Humanité* du 25 février : « Le problème communiste tient une place de premier plan dans la vie politique française. C'est la participation des communistes qui a rendu possible le Front populaire et le gouvernement de la Libération. C'est ce qu'il appelle leur « mise en quarantaine » en 1947 qui a paralysé la gauche et permis à la droite de dominer la vie politique du pays. Il n'y a pas de majorité de gauche possible en France sans eux, et quiconque méconnaît cette réalité vove la gauche à l'impuissance ou à la collaboration avec un « centre » qui est en fait le paravent d'une politique conservatrice. »

Et René Andrieu ajoute : « Telle est, brièvement résumée, l'analyse de Maurice Duverger. C'est aussi pour l'essentiel la nôtre, et nous nous réjouissons d'autant plus de cette convergence de vues qu'elle est la marque d'une évolution. »

l'Humanité est donc satisfaite. Or l'article en question n'est qu'un certificat de bonne conduite décerné au P.C.F. à l'usage des petits et moyens bourgeois qu'effraye encore l'étiquette « communiste ».

Maurice Duverger explique que, jusqu'au XX^e Congrès du P.C.U.S., aucun « démocrate » (?) n'acceptait de collaborer avec le P.C.F. à cause des horreurs du stalinisme derrière le rideau de fer. Après le XX^e Congrès, tout a changé, les camps ont été supprimés, il n'y a plus de risque d'invasion russe, enfin le développement industriel s'accélérait à l'Est s'accélérait automatiquement l'évolution vers la liberté. (Comme l'on sait, les Etats-Unis, le pays le plus industrialisé du monde, est le plus pur modèle de la démocratie... O magnifiques découvertes de la sociologie scientifique la plus moderne !) Maintenant, les communistes ne font plus peur. Encore faut-il avoir confiance en eux pour que leur parti puisse être « totalement réintégré dans la vie politique » (c'est-à-dire

accepté comme partenaire à part entière par ses alliés bourgeois). « L'admirable déclaration d'Aragon » y conduit. Et Duverger de s'extasier tendrement sur les promesses aragonnesques de rejet du parti unique pour **construire et maintenir** le socialisme, de fidélité aux principes de la démocratie politique « qui sont de la tradition française ».

Après cela, bon prince, notre professeur consent à ce qu'on ne procède point à une **révision** du marxisme (« comme on le dit trop souvent ») mais à son **développement...** sans doute par Aragon, Waldeck-Rochet, Guy Mollet et Mitterrand, judicieusement conseillés par le professeur Duverger.

Un tel article où le journaliste bourgeois souligne avec satisfaction la social-démocratisation du P.C.F. devrait être ressenti comme un odieux camouflet par tout militant communiste. René Andrieu, lui, est ravi et se contente de chipoter mesquinement sur la question de savoir qui a le plus tourné sa veste de Duverger ou du P.C.F., pour conclure que l'essentiel est d'être maintenant **d'accord**, et que le gros problème est de préparer ensemble les élections de 1967.

Il apparaît que même les divergences théoriques de base s'estompent... Qu'un journaliste communiste puisse trouver au mot « démocratie » (qui est de la tradition française...) la même signification qu'un journaliste bourgeois, près de 50 ans après la **Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky** de Lénine, laisse penser que Kautsky n'était qu'un maillon dans une longue chaîne de renégats (avec d'ailleurs infiniment plus de culture et de talent que ses futurs disciples « communistes français »).

La déclaration d'Aragon comme l'éditorial de *l'Humanité* illustrent à merveille l'évolution actuelle du P.C.F. : rejeter les aspects les plus répugnants de la période stalinienne et accélérer l'orientation opportuniste, afin d'apparaître comme un partenaire vertueux et inoffensif aux alliés bourgeois et sociaux-démocrates avec lesquels on veut mener de bonnes batailles électorales.

Tôt ou tard, les militants ouvriront les yeux, et il est permis d'espérer que ce « lever du jour » chanté par la bourgeoisie reconnaissante éclairera d'une lueur aveuglante ce mariage contre nature entre organisations ouvrières et bourgeois. Ce n'est pas avec un P.C.F., force d'appoint de Mitterrand, que le régime gaulliste sera renversé.

L. COUTURIER.

Le Parti communiste en perte de jeunesse

Tout parti révolutionnaire, trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sensibilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse.
(Trotsky. — *La Révolution Trahie*).

Les derniers événements que vient de connaître l'U.E.C. ont mis en lumière, comme jamais encore, la profonde incapacité du P.C.F., de sa direction tentaculaire, à impulser et organiser une jeunesse acquise à l'action révolutionnaire ; et pire encore, le refus quasi avoué de répondre à ces aspirations.

Il existe encore une jeunesse communiste, divisée selon des critères que la hiérarchie catholique conseille. D'un côté les garçons de l'U.J.C.F., de l'autre les filles dans l'U.J.F.F. et enfin l'U.J.A.F. : la jeunesse agricole (pour la défense de la petite propriété ?) Pour l'U.E.C., c'est à refaire ; son IX^e Congrès en avril est prévu dans ce but. Au même moment se tiendront les congrès respectifs des trois autres mouvements.

C'est pour des raisons politiques graves que le P.C.F. a divisé sa jeunesse après la révolution hongroise de 1956 et le vote des pouvoirs spéciaux à Mollet la même année. Trop sensible aux événements d'Algérie, celle-ci bougeait et critiquait l'inertie et la complicité du Bureau politique et de son C.C. devant la guerre coloniale.

C'est pour des raisons politiques tout aussi graves que l'on s'achemine tout prochainement vers une quatrième refonte organisationnelle de la jeunesse communiste depuis la Libération. Cette fois-ci, la crise semble plus grave, elle touche non plus un secteur, les étudiants, mais l'ensemble de la jeunesse.

La crise initiale de l'U.E.C. s'est développée à partir de la guerre d'Algérie. La crise qui monte actuellement

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

C.C.P. Pierre Frank
12648-46 Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir, Paris-2^e - Tél. : GUTemberg 06-57

dans la J.C. se développe sur des thèmes tout à fait différents, dont l'action anti-impérialiste contre la guerre du Vietnam est un facteur déterminant mais non unique.

Le point fondamental de la crise est la rencontre d'une jeunesse active, dynamique avec une bureaucratie sclérosée, vieillie, faible, qui est imposée depuis nombre d'années et qui parle au nom du mouvement de la jeunesse communiste. (Le secrétaire général de la J.C. : Christian Erhard frise allègrement la quarantaine).

La rupture de fait avec la direction tient en quelques points :

— Aucune campagne de recrutement n'est organisée, les cercles se créent presque toujours spontanément et, qui plus est, sur une base mixte.

— Aucune école de formation politique et théorique, réclamée par les cercles et auxquels on répond : « Chaque chose en son temps ».

— Aucun intérêt n'est porté au journal de la J.C., *Nous les garçons et les filles* qui se voit refuser par les cercles qui ne le vendent pas.

— Aucune cohésion organisationnelle, chaque cercle se trouvant isolé dans son lycée, ou dans son quartier. Division systématique, des lycéens et des ouvriers.

— Aucune politique pour la jeunesse communiste, mais se servir de la jeunesse qui vient à la J.C. pour faire passer les mots d'ordre sociaux-démocrates du P.C.F., telle est la politique de la direction dont le programme est : **Priorité des priorités à l'éducation nationale ; Réforme démocratique de l'enseignement ; A travail égal, salaire égal ; Le droit de vote à 18 ans ; Les douze mois de service militaire immédiatement ; Des maisons, des clubs de jeunes dans tous les quartiers ; La gestion par les jeunes des affaires qui les concernent.**

Et en toutes lettres, dans le texte du Congrès parisien de la J.C., nous lisons : « Nos revendications, nos préoccupations ne sont pas, ne peuvent pas être celles d'une avant-garde, mais celles de la jeunesse française dans son ensemble. » Et gare à ceux qui voudraient faire porter la discussion sur la Révolution russe, sur le *Manifeste communiste* ou tout autre texte : « un cercle qui se renferme sur lui-même, un cercle dont les préoccupations se réduisent à des débats intérieurs étrangers aux préoccupations mêmes de l'ensemble des jeunes, s'isole de ceux-ci ». Au bas de l'interview d'un diffuseur stakhanoviste de « N.G.F. », on lit cette perle remarquable :

— Solidarité !
— Paix !
— Amitié !
— Tiens cela me dit quelque chose !
— Ah oui, Accra, vous savez où c'est ?

— Oui M'sieur c'est au Ghana, en Afrique sur l'Atlantique.

— Rendez-vous donc à Accra et vive le IX^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants.

Si la crise existe dans la J.C., elle revêt des caractères différents selon qu'il s'agisse de la J.C. ouvrière ou de la J.C. lycéenne. Cette dernière se politise plus vite, en vient très vite à parler de politique, et à définir une ligne conséquente d'opposition. Les J.C. ouvrières connaissent un processus plus lent de maturation, mais irrémédiable, profond.

Dans cette situation, il apparaît que la base du parti est tout à fait ignorante des oppositions de jeunes, et est peu prête à les défendre. Pour éviter tout risque de discussion politique et d'élargissement de la crise, la direction P.C.F.-J.C. a prévu qu'il se passerait un mois entre le Congrès parisien et le Congrès national. Il s'agit de détecter au premier les éléments qui n'iront pas au second, et, si nécessaire, des exclusions s'en suivront. Mais le divorce est tel entre la base et la direction qu'il se pourrait que cette dernière ait des surprises. Et, de nos jours, étouffer les crises devient de plus en plus difficile pour les héritiers de Staline, de plus en plus aléatoire. Plusieurs exemples, ces deux dernières années, ont montré que les exclus, loin d'accepter l'écrasement, continuaient à exister et à s'étendre en dehors de leur ancienne U.E.C. ou J.C.

« La bureaucratie se convaincra en tout cas que cette jeunesse sans droits constituée dans l'histoire un facteur explosif de première force ». (Trotsky. « *La Révolution Trahie* »).

J. TOUBERT.

IL N'Y A PAS QUE LE GOUVERNEMENT QUI SE MOQUE DES TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE

La reprise de l'action revendicative dans les secteurs public et nationalisé apparaît comme une première application des accords confédéraux C.G.T. et C.F.D.T.

Elle en précise ainsi les limites. En effet, si après une pause de plus d'un an, les comités de liaison pour la C.F.D.T., et d'action pour la C.G.T., se sont rencontrés et ont lancé la journée revendicative du 24 février des secteurs intéressés, il n'y a rien de nouveau sur le fond et l'orientation des revendications proposées.

Quant aux modes d'action, voyons d'un peu plus près :

— D'une part, les différents secteurs S.N.C.F., P. et T., R.A.T.P., se sont lancés dans des actions découpées en tranches, soit par secteurs de travail (P. et T.), soit étalées sur plusieurs jours (S.N.C.F.) ; pour ce qui est de la R.A.T.P., même si toutes les centrales syndicales

appellent à l'action (contrairement à ce qui se passe à la S.N.C.F. où il n'y a que la C.G.T.) seul le métro est dans l'action, le tout, en plus, décalé dans le temps.

On peut remarquer :

1) que cette méthode de lutte ne semble pas mobiliser d'une manière efficace les travailleurs, quoi qu'y fassent les communiqués de victoire des fédérations.

2) Que l'on distingue mal, dans ces stratégies savantes, une marque quelconque de coordination.

— D'autre part, le rassemblement du 21 février au soir devant le ministère des Finances n'a pas été organisé de façon à réunir un grand nombre de travailleurs.

Il est vrai qu'ils n'étaient appelés qu'à de « larges délégations » massives (1) Même si certaines fédérations comme

(1) Communiqué des comités C.G.T. et C.F.D.T. de la Région parisienne.

l'éclairage appelaient discrètement à une manifestation, laissant d'ailleurs aux délégués dans les services le choix du mot d'ordre, il faut savoir aussi que dans certains services des P. et T. le personnel n'était même pas tenu au courant et qu'aucune mobilisation n'avait lieu pour le faire participer à ce rassemblement.

Là encore la coordination ne paraît pas évidente.

Peut-être ne fallait-il pas dépasser les limites du parking situé devant le ministère, aimablement délimité par les barrières du service d'ordre, et certainement aussi aimablement délogé par le même service d'ordre des voitures qui le remplissent habituellement.

(1/2 heure après la manifestation, le parking avait refait le plein de véhicules). Là se situait sans doute le travail du comité de coordination.

Pour notre part, nous ne tirons pas satisfaction du « Belphégor au balcon » scandé par les manifestants, pas plus que des Charlot des sous ! bien rodé par des années de protestation, comme l'écrivait *l'Humanité* du 25, nous permettant même l'image qu'un moteur rodé pendant tant de temps à la même vitesse sans augmenter progressivement son régime ne sera jamais très nerveux et ne rendra jamais les services d'un moteur bien rodé.

En conclusion, au regard des nouvelles actions engagées, les accords confédéraux C.G.T.-C.F.D.T. peuvent apparaître comme un nouvel emballage de la même marchandise présentée aux travailleurs depuis des années.

Sans négliger ces accords confédéraux, il faudra certainement encore pas mal de travail à la base pour donner vie à cette nouvelle étape de l'unité syndicale, et qu'elle soit consolidée dans des succès.

J. MERAN.

A. V.

LECOIN DE LA REACTION

« Contre Tous les Belligérants » titrait le n° 124 de Liberté, le journal de Lecoin. De quoi s'agit-il ? D'organiser une manifestation de masse que l'on diviserait en trois parties dont l'une irait protester devant l'ambassade U.S., l'autre devant l'ambassade d'U.R.S.S. et la troisième devant l'ambassade de Chine populaire. Sûr que si le Vietcong avait eu une représentation diplomatique, Lecoin aurait proposé une répartition en quatre morceaux de la protestation.

Ne soutenir aucun belligérant c'est n'ex-

citer personne, nous affirme Lecoin ; sans rire ! Mais notre Salomon pacifiste ignore manifestement que l'état-major U.S. ne demande que cela : que personne ne soutienne personne ; c'est à cette condition que les Taylor et autres McNamara pourront ramener le Vietnam à « l'âge de pierre ». Voilà où mène, à la limite, le pacifisme : à se boucher les yeux et les oreilles, ne rien voir ne rien entendre, et en fin de compte à passer du ridicule à l'odieux de la réaction.